

chiffres suédois ne captent pas les travailleurs découragés, alors les chiffres européens et canadiens ne les captent pas non plus.

(3) La Suède dépense 2,3% de son produit national brut pour la création d'emplois, l'information et les programmes de mobilité de la main-d'oeuvre. Ceux-ci comportent les subventions au recrutement pour 3,5 à 4% de la population, et 1% de la population en formation.

(4) Cette politique de l'emploi évite de payer les gens pour ne rien faire; au contraire, on leur donne des emplois temporaires ou à plein temps ou on les place en formation.

(5) Il est possible de prendre la retraite anticipée ou du travail à temps partiel mais ces pratiques ne sont pas répandues.

(6) En Suède on croit qu'on devrait utiliser l'argent des contribuables pour augmenter le travail et non pour payer les gens à ne rien faire. De cette façon le produit national brut augmente.

(7) Après la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement croyait que le plein emploi sans inflation était possible si on pratiquait la stimulation de la demande par des activités de l'État et de la libre entreprise. En convaincant le monde ouvrier que l'inflation lui serait dangereuse, les salaires étaient comprimés.

(8) On s'est rendu compte, éventuellement, que quand les syndicats n'exigeaient pas des salaires plus élevés, certains employeurs augmentaient d'eux mêmes et de façon non uniforme les salaires qu'ils offraient à certaines catégories d'ouvriers dont ils avaient besoin. Ceci a mis en marche un processus de concurrence dans les salaires, des augmentations de salaires excessives et des tendances inflationnistes.

(9) Donc, l'inégalité dans le développement des salaires a, au fait, mené à l'inflation.

(10) Parce que le secteur privé ne produit pas le plein emploi partout, le gouvernement a pris des mesures sélectives pour combattre le chômage avec des travaux publics et des subventions au recrutement.

(11) Les subventions au recrutement font baisser le prix de la main-d'oeuvre pour les entrepreneurs; le chômage baisse en conséquence ainsi que l'inflation parce que les coûts de la main-d'oeuvre pour l'industrie baisse ce qui mène à une baisse des prix aussi.

(12) Il est important de noter qu'il faut s'occuper de ceux dont les emplois sont menacés avant qu'ils ne les perdent: il faut les recycler et les rendre plus adaptables (OCDE, par. 15).

(13) La façon non inflationniste d'augmenter l'emploi est de rendre l'embauche moins chère pour les employeurs. Ceci fait baisser le coût des augmentations de production parce que les coûts de la main-d'oeuvre sont plus bas. Ces incitations devraient être des incitations à long terme. Par exemple, il faudrait des subventions directes pour ceux qui embauchent de la main-d'oeuvre plutôt que pour l'investissement dans des machines outils. En Suède, les subventions au recrutement peuvent aller jusqu'à 65% des coûts de main-d'oeuvre.

(14) Faire baisser le coût de la main-d'oeuvre augmente la compétitivité du pays et encourage l'expansion non inflationniste de l'économie.

(15) Ceux qui critiquent le système suédois ne tiennent pas compte de ce qui revient au pays à la suite d'une politique qui permet aux gens de produire quelque chose au lieu de les payer pour ne rien faire.

(16) Le déficit et la dette nationale ont augmenté jusqu'à un certain point en Suède à cause des politiques décrites ci-dessus, mais ceci n'est pas un problème majeur (Bellemare, par. 7).

(17) Problème: le chômage a augmenté parmi les jeunes (jusqu'à 6%) en partie parce que le taux de participation en Suède est plus élevé qu'en Amérique du Nord.

**Entrevue avec les docteurs Rosenmöller  
et Breuer  
du ministère fédéral du Travail et  
des Affaires sociales  
Bonn, Allemagne de l'Ouest  
Le 22 janvier 1987**

(1) Le ministère est responsable de l'application des politiques sur l'assurance-chômage, le recyclage, l'immigration et les travailleurs étrangers.

(2) Le ministère a proposé l'amélioration des prestations des travailleurs âgés par la prolongation de la période de prestation pour qu'elle soit de deux ans plutôt que d'un.

(3) Les mesures de création d'emplois permettent à 5% des chômeurs de demeurer au fait du travail.